

# Commercialisation du Câble SAIL Le Nigeria deuxième client de CAMTEL

L'opérateur historique du secteur des télécommunications qui vient de relier le Cameroun au Brésil par un câble sous-marin de 6000Km a, le 16 novembre 2018, en son siège, signé un contrat commercial avec Sparkwest, une entreprise nigériane. Ont paraphé le document, David Nkoto Emame, le Directeur Général de Camtel et le Directeur général de Sparkwest Nigeria, Niyi Oyedele.

Pp. 4-5

Dénoncer notre devoir,  
agir votre pouvoir



Directeur de Publication : Jules Brice Ngaba – Tél. : 6 99 77 76 67 / 670 10 80 17 – LE PELICAN N° 230 – Du 21 novembre 2018 – Prix 500 Fcfa

## Habitat et développement urbain



# Le Ministre Jean-Claude Mbwentchou met en œuvre les hautes instructions du Chef de l'Etat

Depuis quelques temps, le ministre de l'habitat et du développement urbain fait l'objet d'une cabale médiatique au sujet de la réalisation des activités relevant de son département ministériel. Seulement, à la lumière de ce qui se passe réellement sur le terrain sous les auspices de ce département ministériel dont préside aux destinées le Ministre Jean-Claude Mbwentchou, les évolutions sont perceptibles et nul ne peut contester le dynamisme, l'engagement de ce ministre à mettre en application, les hautes directives et instructions du Chef de l'Etat dans les domaines de l'Habitat et du développement urbain. Les dernières descentes sur le terrain de ce membre du gouvernement à l'instar de celles du samedi 17 novembre 2018 où il a inspecté quelques chantiers relevant de son domaine à Yaoundé, en disent long.

Pp 6-20

## Média, la saison de la manipulation...



Par Jules Brice Ngaba

**A** l'approche d'importantes nominations, des médias sont utilisés pour certaines opérations de publicité et de contre-publicité. Ces médias, en faisant la promotion de certaines personnes ou en dénigrant quelques autres, veulent orienter les choix des décideurs. C'est désormais la saison de la manipulation de l'opinion et des décideurs, avec la

fièvre particulièrement intense en prélude à une éventuelle réorganisation du gouvernement annoncé au Cameroun ; et comme pour infléchir les décideurs, plus que jamais, le moment est venu de se faire voir et de se faire entendre. Omniprésence sur les ondes des radios et à la télévision, interviews fleuves dans les journaux, portraits et déclarations par-ci, marches, motions de soutien et acclamations par-là... tout ceci avec une couverture médiatique irréprochable ou presque parce que, au bout du compte, on se rendra compte qu'il s'agit là d'une campagne de publicité qui ne dit pas son nom et dont les objectifs paraissent, pour le commun des mortels, plutôt occultes. Les journalistes eux-mêmes se rendent ainsi complices d'une véritable manipulation. Cette campagne prend parfois des tournures plus perverses. Dans ce cas de figures, les mêmes supports médiatiques sont plutôt payés pour

designer et dénigrer au maximum l'adversaire politique du commanditaire. Il est voleur, il détourne les fonds publics, violeur, infidèle, assassin, traître, ennemi de la nation, bref, des récriminations à n'en point finir. On ira même jusqu'à publier des fac-similés de documents compromettants, pour mieux enfoncer le clou. La coordination de cette autre campagne est tellement bien organisée que mêmes les articles ou presque-avec les mêmes documents et illustrations, envahiront nombre de publications, radios et télévisions. Le commanditaire espère bien que le nom du challenger est désormais terni et que ce revers pourrait bien lui être favorable. Voilà donc le journaliste pris dans l'étau curieux et indescriptible, qui au bout du compte, pourrait bien se transformer en une dangereuse broyeuse. Des transactions qui, dit-on, se font au prix des billets de banque, ou de quelques faveurs en nature comme... un week-end pour deux dans un hôtel, ou dans telle cité bal-

néaire. Il est question parfois de plus grandes générosités qui feraient bénéficier d'une voiture, d'un grand terrain, ou d'une maison. Ainsi, le journaliste, désormais spécialisé dans cette activité de publicité et de contre-publicité, se fait violence et ne tardera pas peut-être à tomber dans le piège d'un chantage permanent. On est désormais à la solde du « financier » qui en voudra encore et plus, pour le prix fort qu'il aura payé. Les décideurs prennent-ils seulement en compte cette campagne de « promotion » qui intègre très souvent des baromètres ou l'on met en hausse ou en baisse selon les closes du marché ? J'en doute. Parfois c'est le profil bas ou celui haut qui décrivent la météo de la structure ou du coin du pays auquel vous appartenez. Ces campagnes, souvent grossières, crèvent généralement les yeux. Ici et là, on dit en éprouver la nausée, et une certaine honte pour le métier présenter comme... le plus beau du Monde.

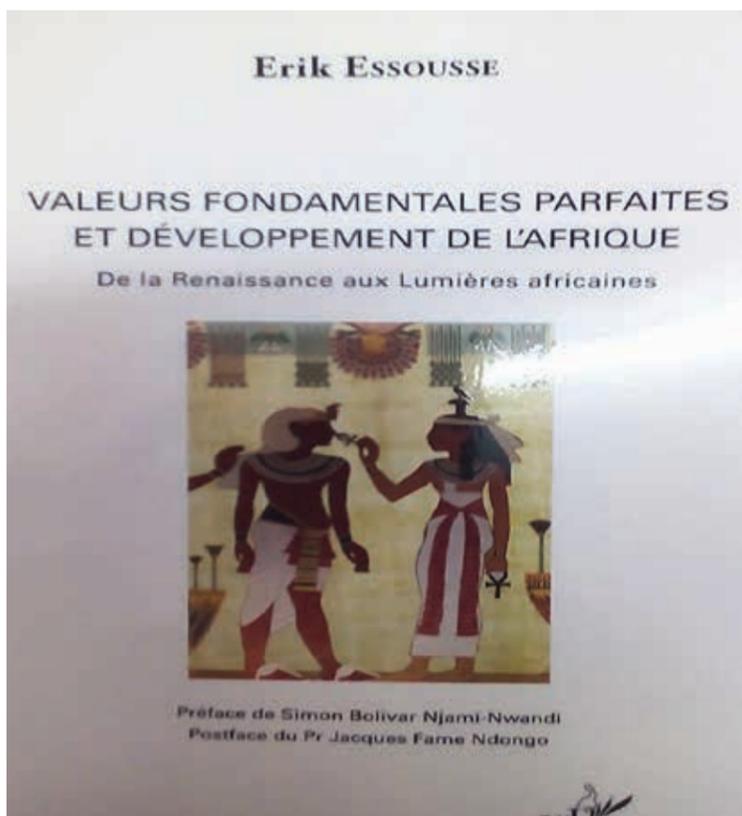
## Développement matériel et spirituel de l'Afrique

# Dr Erik Essousse prescrit la Bible comme solution parfaite

Samuel Bondjock

La littérature spirituelle mondiale s'est encore enrichie, le 14 novembre 2018, au Hilton hôtel de Yaoundé, avec la dédicace du deuxième ouvrage du Dr Erik Essousse, intitulé « Valeurs fondamentales parfaites et développement de l'Afrique : de la Renaissance aux Lumières africaines ».

**D**ans le cadre de sa passion scientifique pour la recherche des solutions fondamentales sur les épineuses questions de développement de l'Afrique et du monde, l'auteur qui est par ailleurs docteur en relations internationales contemporaines, depuis 1982 à l'Université de Sorbonne en France ; ancien haut cadre du Ministère de l'Administration Territoriale ; puis chargé de mission dans les Services du Premier Ministre ; et actuellement Directeur Général d'Elections Cameroon ; tient à démontrer dans son ouvrage de 464 pages, 4 parties et 23 chapitres que ; le développement des sociétés humaines est d'abord et avant tout une résultante de la connaissance vraie, parfaite et éternelle ; une démarche de conversion de l'âme vers la vérité, le bien et le beau ; les moyens matériels et financiers n'étant que résiduels et accessoires. Et bien plus que, pour acquérir cette connaissance authentique et originelle, qui ouvre les chemins du savoir complet et éternel, il faut recourir à ce livre le plus ancien et le plus répandu de la terre, la parole de Dieu, la Bible, vendu à plus de 6 milliards d'exemplaires à ce jour. La dédicace mémorable de cet ouvrage à la fois atypique et



refondateur ; préfacé par la grande plume du Révérend Dr. Simon Bolivar Njami-Nwandi ; et postfacé par le grand chancelier des ordres académiques, le Pr. Jacques Fame Ndongo ; a donné lieu à un véritable banquet intellectuel, extrêmement controversé, au Hilton hôtel de Yaoundé, ce 14 novembre de 15h à 20h, autour des brillantes notes de lecture et interventions dialectiques respectives des éminents universitaires, comme les Professeurs Pascal

Charlemagne Messanga Nyamding ; Ebenézer Njoh Mouelle ; Mathias Eric Owona Nguini ; Sindjoun Pokam ; Daniel Abwa ; et du Révérend Dr. Simon Bolivar Njami-Nwandi. Un grand régal scientifico-spirituel, pour les plus de 500 participants à cette dédicace de haut vol, qui se sont fait baladés dans les sphères historiques et fondamentales du judaïsme, du christianisme, du bouddhisme, de l'islam et même de l'animisme ; pour



aboutir finalement à la certitude selon laquelle, tous les peuples qui se sont développés sont passés indubitablement par cette voie salutaire de la connaissance vraie et parfaite. L'Afrique ne peut donc en faire l'exception à cette règle d'or. Un ouvrage idéologique qui devrait désormais s'inscrire au chevet des gouvernants camerounais et africains, afin de s'approprier des modèles endogènes de croissance et de développement, propres à la

foi et à ses corolaires, fondés sur la Bible. Dr Erik Essousse à travers cet ouvrage, a lancé un pavé dans la mare. Vivement que cette réflexion intellectuelle se poursuive dans les milieux universitaires et politiques, afin de libérer l'Afrique qui, autrefois avec l'Egypte antique, gouvernait la science et la technologie ; mais aujourd'hui, se meurt dans les abîmes de la misère, de la pauvreté et du sous-développement.

## Peste des petits ruminants

## Voici le plan de riposte de l'État pour l'éradiquer

Kenfack Eva

Dès la détection de la peste des petits ruminants au Cameroun, le ministre de l'élevage, des pêches et des industries animales, Dr Taïga a mis sur pied un plan de riposte en cours jusqu'en 2023. C'est une feuille de route avec des stratégies pour éradiquer cette menace qui pèse sur les petits ruminants.

La peste des petits ruminants n'est pas une maladie qui sévit seulement au Cameroun. Le secteur de l'élevage du monde entier en souffre. Le fond alimentaire mondiale (FAO) a même adopté des stratégies pour l'éradiquer d'ici 2030, qu'il a consigné dans le programme mondiale éradication de la peste des petits ruminants (PME PPR). Le Cameroun pour ce qui le concerne, l'État à travers le minepia avec le concours du projet de développement de l'élevage (Prodel) a mis en branle une batterie de mesure, mieux des stratégies pour faire face à la menace qui pèse sur les petits ruminants au Cameroun. C'est pour cette raison que le programme d'éradication de la Peste des Petits Ruminants d'ici 2025 a été lancé. Est consigné dans ce document important, la sensibilisation des communautés sur la réalité de la maladie et les comportements à adopter se trouve également ; des campagnes de vaccination gratuite. Le minepia a donné le coup d'envoi en juin dernier dans le septentrion du pays, socle de l'économie de l'élevage des chèvres et moutons. Le Cameroun est d'ailleurs le premier pays en Afrique à vacciner ses bêtes. Le Cameroun a reçu des appuis divers de ses partenaires à savoir les kits de diagnostic, des experts pour l'accompagnement dans la lutte vers l'éradication. Le bétail des petits ruminants est estimée à 11 millions d'espèces sur l'étendue du territoire national. C'est donc un pilier dans le secteur d'élevage, par conséquent apporte beaucoup au produit intérieur brute. A travers la résilience des familles rurales, sans oublier la forte demande observé lors des



différentes célébrations religieuses. D'où l'urgence d'agir pour sauver ce secteur clé de l'élevage. Le Minepia avait déjà entrepris des campagnes de sensibilisation sur la peste des petits ruminants et lancé celle de vaccination dans les régions du Nord, Extrême-nord. Les yeux sont tournés vers une couverture de tout le territoire. Pour le moment des séries de sessions de formation des vétérinaires ou

agent devant procéder à la vaccination des petits ruminants dans les campagnes sont en cours de réalisation. Les acteurs de l'élevage du Cameroun, à savoir les experts, les cadres du Minepia, et des opérateurs du secteur des petits ruminants ont été formés. Les fonds sont disponibles pour le déploiement des équipes de vaccination sur le terrain. Tout est en fin prêt comme l'indique le consul-

tant Dr Casimir Ndongo des services vétérinaires du Minepia : " Avec cet accompagnement de la force financière et matérielle que le PRODEL a mis à notre disposition, nous allons véritablement mener la campagne dans les jours à venir dans les villages du Cameroun. Nous interpellons donc ainsi tout les propriétaires des petits ruminants, que celui qui a une chèvre, un mouton se rapproche des

services vétérinaires pour se recenser et s'identifier. Ainsi, nous pourrions arrêter un programme de vaccination par village et dans tout le Cameroun. ..."

Les équipes vont sillonnés les villages dans 55 départements. De quoi attirer l'attention de ces agents formés, selon le consultant du PRODEL, Dr Bourdanne : " tout le monde est appelé à mettre la main dans cette aventure pour que nous arrivons à éradiquer ou à contrôler cette maladie, pour qu'au bout de trois années successives, des campagnes de vaccination que nous voulons mener, et qu'au terme que le pays puisse évoluer vers la situation d'éradication de cette maladie. " Les éleveurs sont appelés à réserver un accueil cordial aux agents et faire vacciner leurs chèvres et moutons pour le retour à la santé de ce secteur. L'opération de vaccination est en cours jusqu'en février 2019.



Le PELICAN

Le Journal des Professionnels de la Communication  
B.P : 12432 Yaoundé  
Tél. : (237) 699 77 76 67  
(237) 674 08 69 79

**Conseil éditorial**  
Mme Essomba née Egoa  
Marie Thérèse  
Mme Rosalie Adonise Belinga  
épse Ngaba

**Directeur de publication et Directeur des rédactions**  
Jules Brice Ngaba  
Tél : 6 99 77 76 67  
674 08 69 79

**Secrétaire de rédaction**  
Timothée Francis  
Essomba  
699 91 94 63

**Chef desk Littoral**  
Hen Château-Vallon  
699 35 51 50

**Rédaction**  
Roland Parfait Mbili  
Ghislaine Alice Ndzengue  
Germain Willy Abena  
Aline Ngono Bella

Emmanuel Morel Atangana  
Dorcas Joyce Egoa  
Gédéon Brice Ngaba Ngaba  
Daniel Oumarou  
Samuel Elysée Nkosco

**Infographie**  
Edipress Communications  
Bimena Roland  
Tél : 6 945 43 454

**Photographie**  
Michel Akamse  
699 09 93 30

**Tirage**  
5000 exemplaires

**Imprimerie**  
Épervier

LISEZ  
ET  
FAITES LIRE



## Commercialisation du Câble SAIL

## Le Nigeria deuxième client de CAMTEL

Dorcas Joyce Egoa

L'opérateur historique du secteur des télécommunications qui vient de relier le Cameroun au Brésil par un câble sous-marin de 6000Km a, le 16 novembre 2018, en son siège, signé un contrat commercial avec Sparkwest, une entreprise nigériane. Ont paraphé le document, David Nkoto Emame, le Directeur Général de Camtel et le Directeur général de Sparkwest Nigeria, Niyi Oyedele. Occasion pour le Directeur Général de CAMTEL d'interpeller les entreprises camerounaises à s'intéresser et à s'approprier cet outil d'importance majeure.

La Cameroon Telecommunications tisse progressivement sa toile. Depuis qu'elle a lancé en mai 2018 l'opération de pose du câble sous-marin à fibre optique reliant la ville camerounaise de Kribi à la métropole brésilienne de Fortaleza, cette entreprise enregistre de nombreux contacts commerciaux à l'étranger. Le premier de ces contacts c'était la Guinée-Equatoriale qui au mois de mai 2018 alors que Camtel et ses partenaires procédaient au tirage du premier mètre d'atterrissement à Kribi, a, via le Directeur de la gestion des infrastructures de ce pays voisin et frère au Cameroun, en la personne de D'Oscar Ondo, signé une convention l'entreprise dont préside aux destinées, David Nkoto Emame. Le 16 novembre 2018, Sparkwest, société nigériane a matérialisé à son tour son engagement à exploiter cette opportunité à lui offerte par la Camtel qui elle-même a reçu du Chef de l'Etat camerounais, Son Excellence Paul Biya, toutes les autorisations de conduire à terme cet important projet qui relie l'Afrique au continent Sud-américain. Au cours de l'importante cérémonie qui a regroupé tous les directeurs de Camtel, le Directeur général de la Cameroon Telecommunication, David Nkoto Emame qui a paraphé les documents avec son homologue, Niyi Ayedele de Sparkwest, a en van-



tant la réussite des tests effectués après bouclage de l'opération de pose de la fibre optique, a regretté non sans déplorer le fait que les entreprises ne se bousculent pas aux portes de Camtel. Dans son propos d'avant signature de la convention, David Nkoto Emame, le

Directeur général de Camtel, s'est félicité de ce que, de nombreuses entreprises africaines sollicitent la structure dont il préside aux destinées à l'effet de nouer avec elles, des coopérations au plan commercial. L'Angola et la Côte-D'Ivoire sont par exemple ces pays

dont les entreprises se bousculent aux portes de Camtel. Désormais a affirmé le Dg de Camtel, le monde rural va sortir de l'ornière. En effet, grâce à la disponibilité de certaines applications fruit de cette acquisition, des secteurs comme celui de l'agriculture, devraient connaître un essor particulier. Pour sa part, Niyi Ayedele le Directeur général de Sparkwest a présenté le marché nigérian des télécommunications. Cela n'est un secret pour personne, le Nigeria compte une population estimée à près de 200 millions d'habitants. Le Dg de Sparkwest a révélé que ce marché a 20 millions de connexions. Sparkwest est inscrite parmi les importantes entreprises de l'Afrique de l'Ouest avec pour importante base, le Nigeria. Grâce à cette convention, la société nigériane Sparkwest va également appuyer camtel sur l'extension du

réseau de télécommunications en zone rurale et de construire dans les zones rurales 330 pilonnes afin que « les TIC ne soient plus simplement l'apanage des villes mais également des zones rurales. Notre objectif est de réduire la fracture numérique qui avait tendance à être entre les villes et les zones rurales » a expliqué le Directeur Général de la Cameroon Télécommunications.

Bon à savoir, c'est en 2016 qu'ont été lancés les travaux de déploiement du Sail, projet porté par un consortium formé par Camtel et la société China Unicom. Couût global de l'investissement 280 milliards de FCFA. Après le Sat3, le Waccs et le Nigeria and Cameroon Network Câble System (NCNCS), le South Atlantic Inter Link (Sail) est le quatrième câble sous-marin à fibre optique à atterrir au Cameroun.



## Ce que le Dg de Camtel a dit face à la presse

# «J'espère que très bientôt, avant qu'il ne soit tard, les sociétés camerounaises viendront signer des conventions avec nous»

Propos recueillis et retranscrits par Samuel Elysée Nkosco

La Rédaction du journal *Le Pélican* vous propose dans son intégralité l'intervention recueillie et retranscrite du Directeur Général de Camtel, David Nkoto Emame qui, sans document à l'appui, s'est adressé à la presse.

Chers amis bonjour !

Très heureux de vous retrouver encore ici dans cette salle. Cela devient déjà une habitude qu'on se retrouve ici. Nous avons pensé qu'il est important que Camtel communique chaque fois que nous avons un événement. A vous les journalistes, je voudrais vous dire merci parce que vous avez, en cette année 2018, bien couvert les événements de Camtel. Dernièrement au mois de Mai 2018, nous étions à Kribi et à cette époque-là, nous n'étions pas sûrs, nous à Camtel étions sûrs mais pas vous lorsque nous posons le premier mètre de fibre optique qui devait relier le Cameroun au Brésil. Le continent africain au continent Sud-américain. Les deux villes de Kribi et la de Fortaleza. Aujourd'hui, c'est chose faite. Je vous ai dit à Kribi que ce travail prendrait trois mois. Après trois mois, le câble est arrivé à Fortaleza au Brésil. Nous avons commencé les tests et je dois vous dire que les tests sont concluants. Vous pouvez maintenant appeler le Brésil comme si vous appelez Douala ou Garoua pour ne citer que ces villes. Il n'y a pratiquement plus de limite, il n'y a plus de distance. Ce projet est entré dans sa phase opérationnelle mais avant cela, ce même 24 mai 2018, j'avais signé une convention avec la société de Guinée-Equatoriale. C'est à peu près la même convention que nous allons signer aujourd'hui avec Sparwest, une société nigériane. Les deux sociétés auxquelles j'ai fait allusion, ont vite compris l'importance du câble sous-marin Cameroun-Brazil. Je



suis au regret de constater avec vous que jusque-là, aucune entreprise camerounaise n'a signé une convention avec nous. Voilà un projet que le Chef de l'Etat a demandé à Camtel de gérer. Ce projet est arrivé à terme. Les sociétés camerounaises devraient se bousculer pour voir qui va faire quoi. Il s'agit de commercialiser ce câble. La Guinée-Equatoriale a été le premier pays à s'intéresser à ce câble. Tout le trafic de la Guinée-Equatoriale vers l'Amérique du Sud, va transiter par ce câble. La Guinée-Equatoriale a une population estimée à 1,5 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous avons à faire à un autre pays voisin qui lui compte, 200 millions d'habitants. Voilà la société Sparkwest qui est là, pour faire transiter tout le trafic de l'Amérique du Sud vers le Nigeria et vis versa à travers le câble sous-

marin Cameroun-Brazil (le Sail). Pour nous, c'est un grand événement. C'est une reconnaissance de tout le travail que nous avons. Celui-ci commence à produire ses premiers fruits. Si j'ai tenu à ce que cette cérémonie soit officiellement diffusée et médiatisée, c'est tout simplement parce que j'espère que très bientôt, avant qu'il ne soit tard, les sociétés camerounaises viendront signer des conventions avec nous. Sinon tout va partir et ce câble à des limites. Aujourd'hui c'est le Nigeria, hier c'était la Guinée-Equatoriale. Il y a d'autres qui sont là, qui vont travailler avec nous parce qu'ayant déjà manifesté le désir de le faire. Dieu merci ! Ce sont toutes des sociétés des pays frères. Il y a l'Angola qui déjà se prépare à venir nous rencontrer, il y a la Côte-D'Ivoire qui s'apprête à nous rencontrer. Le co-signataire du jour non seulement va faciliter le trafic du Nigeria vers l'Amérique du Sud passe par ce câble, mais lui-même est en train de prendre contact avec d'autres pays avec lesquels nous allons pouvoir travailler. C'est très important pour nous que de procéder à cette signature de convention pour que les sociétés camerounaises se réveillent. L'élection présidentielle est terminée maintenant, il faut qu'on travaille. Si les sociétés camerounaises tardent à venir vers nous, elles n'auront leurs yeux que pour pleurer parce que, c'est quelque chose d'inédit en Afrique que de relier deux continents et Dieu seul sait que, l'Amérique du Sud et le continent africain notamment l'Afrique centrale ont

le même écosystème. Ce sont pratiquement les mêmes habitudes. Ce sont les mêmes cultures. La terre de Brasilia est aussi rouge que celle de Yaoundé. Nous mangeons exactement la même chose. Ce lien qui s'est établi, nous permettra encore d'échanger et de voir comment, de chaque côté, on pourra tirer bénéfice de cette importante infrastructure.

Mes chers amis merci d'être venus. Nous allons procéder à la signature de cette importante convention. Cette société est également là pour nous appuyer sur l'extension des télécommunications en zone rurale et cette convention nous permettra également de construire très rapidement en ce qui concerne les zones rurales, 330 pylônes. Je dois dire aujourd'hui que nous avons à peu près, 260 pylônes. En ajoutant les 330, destinés notamment au monde rural, nous allons pouvoir permettre que les TIC ne soient pas tout simplement l'affaire des villes mais également des zones rurales et je le dis pourquoi ? C'est tout simplement parce que nous avons déjà travaillé pour que, les zones rurales bénéficient également des technologies de l'information et de la communication. Nous avons travaillé pour qu'il y ait des applications destinées au monde rural. Ces applications sont prêtes aujourd'hui mais ce qui nous manquait, c'était l'extension des moyens des télécommunications dans ces zones rurales-là. La signature de cette convention nous permettra d'installer 330 pylônes en milieu rural et avec la puissance de cet acte, nous pensons que, nous allons, entre parenthèses réduire cette fracture numérique qui, dans un même pays, avait tendance à être entre les villes et les zones rurales. Tout ce qu'il y a comme bassin de production (agriculture, pêche, élevage). Toutes ces zones-là, vont être desservies en moyens de télécommunications. La convention que nous signons a un double but. Le premier d'étendre, les télécommunications en zone rurale et deuxièmement, de permettre la commercialisation du Sail à travers la société Sparkwest qui, dans un premier temps, va étendre le trafic de 200 millions de nigériens vers l'Amérique du Sud. Voilà la raison de notre cérémonie aujourd'hui.



## Habitat et développement urbain

# Le Ministre Jean-Claude Mbwentchou met en œuvre les hautes instructions du Chef de l'Etat



Depuis quelques temps, le ministre de l'habitat et du développement urbain fait l'objet d'une cabale médiatique au sujet de la réalisation des activités relevant de son département ministériel. Seulement, à la lumière de ce qui se passe réellement sur le terrain sous les auspices de ce département ministériel dont préside aux destinées le Ministre Jean-Claude Mbwentchou, les évolutions sont perceptibles et nul ne peut contester le dynamisme, l'engagement de ce ministre à mettre en application, les hautes directives et instructions du Chef de l'Etat dans les domaines de l'Habitat et du développement urbain. Les dernières descentes sur le terrain de ce membre du gouvernement à l'instar de celles du samedi 17 novembre 2018 où il a inspecté quelques chantiers relevant de son domaine à Yaoundé, en disent long.

Le ministre Jean-Claude Mbwentchou n'a plus de week-end. Le membre du gouvernement qu'il est, pouvait bien jouir de ces moments qui lui donnent le droit de se reposer. Que nenni ! De lundi à dimanche hanté par le souci de voir les travaux impulsés par le Chef de l'Etat, connaître un aboutissement heureux en termes de réalisation, ceci en dépit de la tension de trésorerie que vit actuellement le gouvernement et qui pourrait constituer une entrave sérieuse au bon déroulement desdits travaux. L'homme a quelque chose de particulier. C'est la médiation sociale dont il a souvent fait montre. Tant à Ebolowa qu'à Yaoundé dans des quartiers comme Mimboman, Mvog-Atangana Mballa, Mfoundassi 7 (Mvog-Mbi) et même dans d'autres régions du pays où des emprises étaient encore occupées par des populations, il est allé à la rencontre des populations pour leur expliquer le non seulement le bien-fondé de leur déguerpissement, mais aussi et surtout, l'importance des travaux à réaliser tant pour elles de façon directe ou indirecte que pour l'ensemble de la communauté et du pays. Son entregent a permis que ce message qu'il véhicule soit compris et accepté des populations mais aussi que les entreprises appelées à exécuter les travaux le fasse en toute aise sans avoir peur de ne point être réglé. Dans certaines parties du pays il a réussi à faire travailler certaines entreprises avant même l'aboutissement de la contractualisation des marchés. Cela relève véritablement de l'inédit. Le cas par exemple de certains marchés de Maroua est un exemple palpable de l'action salvatrice du ministre Mbwentchou. En effet, à Maroua, compte tenu du caractère urgent, le ministre Mbwentchou n'a pas attendu la signature des contrats tels que l'exigeaient les entreprises sélectionnées. Grâce à son entregent auquel nous faisons allusion tantôt, il a réussi à faire travailler les entreprises. Les cas sont légions à travers le pays. Même à Yaoundé, elles sont nombreuses ces entreprises qui sensibilisées et motivées par le Ministre Mbwentchou, travaillent avec la lettre d'intention et l'orientation donnée par la présidence de la République. Le Minhdu affirment certains chefs d'entreprise rencontrés par votre journal, affirment que le minhdu les a mis en confiance avant même la signature d'un quelconque contrat. Dans un pays comme le Cameroun où sévit la crise de confiance, il faut le faire.

**Dossier réalisé par Jules Brice Ngaba**

## Habitat et développement Urbain

## Lumière sur les grandes réalisations du septennat 2011 - 2018

Avec un total de 2130 logements construits dans le volet habitat, 468,131 Kilomètres construits dans le cadre des infrastructures de transport urbain et 72,4 kilomètres de drains construits pour réduire les inondations dans les centres urbains de nos principales métropoles à forte pluviométrie, le Ministère de l'habitat et du développement urbain dont préside aux destinées le Ministre Jean-Claude Mbwentchou sous l'encadrement bienveillant du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Philémon Yang, se présente comme étant l'un des bras séculiers de la politique des grandes réalisations du président Paul Biya.

## Acte 1 Volet Habitat

- le Programme gouvernemental de construction de 10000 logements sociaux et d'aménagement de 50 000 parcelles constructibles, avec, pour la première phase, la Construction de 1675 logements sociaux à Olembé et à Mbanga-Bakoko exécutée respectivement à 81% et 67%; les opérations de commercialisation étant cours. À Yaoundé, 80 logements témoins sur les 120 ont été livrés et réceptionnés, pour un taux d'avancement global de 98%. Quant aux 380 logements de la 2ème phase, ils sont exécutés à 72% dont 140 logements achevés et en cours de réception provisoire. À Douala 320 logements ont été livrés et réceptionnés sur les 1175 de cette phase du programme pour un taux d'avancement global de



67%. 70 logements sont en cours de réception provisoire ;  
- la construction de 1520 logements sociaux avec l'appui de la Coopération Chinoise à Yaoundé, Douala, Limbé, Bafoussam Bamenda et Sangmélina ;  
- la construction, sur hautes instructions du Chef de l'Etat, des Cités des Cinquantenaires

à Yaoundé et Douala : le démarrage des travaux de la première phase de 530 logements à Douala est effectif, et celui de 900 logements à Yaoundé est imminent ;  
- la construction, en cours dans le cadre du Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance (PLANUT), de 800 logements dans huit



chefs-lieux de régions (Ngaoundéré, Bertoua, Maroua, Garoua, Bamenda, Bafoussam, Ebolowa et Buea) ;  
- le projet de Valorisation touristique du lac municipal et d'aménagement de la vallée de la MINGOA à Yaoundé, dont la signature de la convention d'un montant de 13, 889 milliards

pour la phase 1 a eu lieu le 13 septembre 2016 ;  
- les études en vue de l'aménagement d'un pôle multifonctionnel à la périphérie de Yaoundé (Nkooza) sur 102 ha dont l'avis à manifestation d'intérêt a été publié.  
Au total, 2130 logements ont été construits.

## Acte 2 infrastructures de transport urbain

- le projet de Construction de l'Autoroute Yaoundé-Nsimalen exécuté à 90% pour la section en rase campagne et dont les études pour la section urbaine sont achevées ;  
- la réhabilitation des voiries de la Ville de Buea, effectuée en prélude au Cinquantenaire de la Réunification, sur un linéaire total de 42,572 km ;  
- la réhabilitation de 34,986 km de voiries réalisée dans le cadre du Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau (PDUE), avec le concours de la Banque Mondiale, dans les villes de Yaoundé, Maroua, Bamenda, Douala, Mbalmayo ;  
- le désengorgement des voies d'accès aux principales villes via la construction de la pénétrante Est de Yaoundé d'un linéaire de 4 km et de la pénétrante de la ville de Bamenda par Market-PMI Nkwen d'un linéaire de 6 km ;  
- les travaux de réhabilitation des Centres urbains et d'aménagement des grands carrefours



à Yaoundé, Douala, Maroua, Garoua, Limbe ;

• En ce qui concerne le volet Voiries du PLANUT : les Projets de réhabilitation et d'éclairage public des voiries de Yaoundé et Douala pour un linéaire de 113, 880 km ;  
À Yaoundé, les travaux sont achevés dans les quartiers Mvog-Atangana Mballa et Mvog-Mbi, ainsi que la voie d'accès à l'école Internationale Supérieure de Simbock

; les tronçons de voies « carrefour Hysacam-Eglise la Nouvelle Jérusalem- intersection route Hôpital de la CNPS (0,695km) ; Clinic maternity Hope House/résidence Hôtellerie ; château rouge» (0, 312km) ; et en cours aux quartiers Bastos, Mokolo et Madagascar avec un taux d'exécution de 26%.  
À Douala, les réhabilitations achevées des voies marché Youpwé-AES Sonel Ndokoti-liaison Cimetièrre de Ndogsimbi et l'amé-

nagement de la voie « Zone industrielle de bassa » commissariat du 8ème avec un linéaire total de 5, 5 km ; des voies de dessertes au quartier Grand Hangar Bonabéri, quartier Sodiko et desserte temple EEG de Sodiko pour un linéaire total de 5, 8 km ; des voies au quartier Bépanda et Bangué pour un linéaire total de 7, 5 km. Aussi, la réalisation des études en vue de la réhabilitation de certains tronçons de voiries dans les villes de Yaoundé et Douala dans le cadre du PLANUT. En effet, les 06 études du Groupe 1 (réhabilitation légère) sont achevées et les dossiers de Consultation des Entreprises (DCE) sont en cours de transmission à la CSPM-PLANUT. En outre, 01 marché des travaux est en cours d'attribution. Enfin, pour les 06 études du groupe 2 (réhabilitation lourde), 05 sont achevées et 04 marchés de travaux sont attribués.  
- Pour les CAN 2016 et 2019 :  
o La construction achevée de 17,4 km de voies d'accès et de 60000 m2 de parkings et espaces verts autour du stade Omnisports

de Limbe en prélude à l'organisation de la GAN 2016 ;  
o La construction en cours de la voie d'accès et des parkings autour du nouveau stade d'Olembé à Yaoundé ;  
o La construction des voies d'accès aux infrastructures hospitalières, hôtelières et sportives dans les villes de Douala, Limbe, Buéa, Bafoussam, Garoua et Foumban, dont les marchés sont en cours de contractualisation, dans la perspective de l'organisation de la GAN 2019 ;  
- la poursuite des travaux d'aménagement de la voie d'accès aux logements chinois à Douala avec un taux d'avancement de 54%.  
- les travaux de réhabilitation du tronçon Cow Bow junction former CUB à Bamenda dont la contractualisation est encore en cours ;  
- les travaux de réhabilitation du tronçon brigade de gendarmerie hôpital des sœurs de Mvog-Beti sont également en cours de contractualisation.  
En somme, 468,131 km ont déjà été construits au cours du septennat qui est en cours.

## Acte 3 Amélioration de l'Environnement Urbain

- la construction dans le cadre du PDUE de 2,368 km de drains à Yaoundé (Nkoldongo et Ngoa-Ekelle) de 5,1 km à Maroua, et 3,3 km à Douala ;  
- le Projet de drainage pluvial de Douala d'un linéaire de 39

km dont les marchés ont été attribués aux entreprises RAZEL et SOGEA SATOM avec un niveau d'avancement de 50%.  
- le recalibrage de la rivière Edjenguele dans la pénétrante de Limbé d'ores et

déjà achevé sur un linéaire de 6 km ;  
- le Projet d'assainissement de Yaoundé phase II (PADY 2) d'un linéaire de 14 km dont les marchés ont été attribués aux Gpt RAZEL BEC/RAZEL

CAMEROUN (LOT 1) et et Gpt ANHUI SHUIAN CONSTRUCTION GROUP/CRBC ADDIS ENGINEERING avec les niveaux d'exécution respectifs de TAT : 93% et TAT : 90%.  
En définitive, au cours de

ce septennat, 72,4 km de drains ont été construits permettant de réduire les inondations dans les centres urbains de nos principales métropoles à forte pluviométrie.

CAN 2019 ET PLANUT VOLET MINH DU

# Le Ministre Mbwentchou évalue les chantiers de l'Ouest et du Nord-Ouest

*C'était au cours d'une visite d'inspection et de travail entamée dans le 05 juin 2018 dans la région de l'Ouest. Bien que satisfait de l'adhésion des populations aux différents projets objet de sa descente sur le terrain, le ministre de l'Habitat et du développement urbain a prescrit l'accélération des travaux pour respecter les délais.*

**D**u mercredi 6 au vendredi 8 juin 2018, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean Claude Mbwentchou, a effectué une visite de travail dans les villes de Bangangte, Bangou, Bandjoun, Bamenda, Mbouda, Foumban et Bafoussam. Dans le chef-lieu du département du Nde, le Ministre a évalué les travaux de construction des voies d'accès au Stade. À Bangou, il est descendu sur la voie d'accès à l'Hotel Tagidor Garden Resort, qui abritera les équipes pour la Can 2019. A Bandjoun, le Ministre et sa suite sont allés sur la voie d'accès au Stade Municipal et la voie de contournement qui mène au Stade de Kouekong à Bafoussam. Dans cette ville, ils ont aussi apprécié les travaux d'aménagement des parkings et espaces verts autour du stade. À Bamenda, en plus des logements sociaux du Planut dont le taux d'avancement est de 16 pour cent, Jean Claude Mbwentchou a parcouru les différents chantiers identifiés dans le cadre du Programme C2D Urbain Capitales Régionales 2. En outre, il y a apprécié les chantiers de voirie du Plan Spécial du Chef de l'État. À Mbouda, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain s'est rendu sur la voie d'accès au Stade de Mbouda, retenu pour l'entraînement des équipes engagées dans la Can 2019. Toujours dans la Région de l'Ouest, à Foumban, il a évalué le chantier de réhabilitation de la voie d'accès au site de la fête culturelle «Ngouon» et d'entretien confortatif de l'axe principal de la ville, ainsi que le tronçon de voirie à réhabiliter à hauteur de 600 millions fcfa, dans le cadre du Plan Spécial du Chef de l'État. La dernière étape de cette descente sur le terrain a été celle de Bafoussam, où le Ministre Mbwentchou a pu se rendre compte de l'évolution des travaux de construction des logements sociaux du Planut, dont le taux d'exécution est de 30 pour cent. Dans cette ville, il a aussi touché du doigt la construction et/ou réhabilitation des voies d'accès aux équipements sportifs, hospitaliers et hôteliers, ainsi que l'aménagement des parkings autour du Stade de Kouekong. Étaient aussi en bonne place les travaux de voirie exécutés dans le cadre du Plan Spécial du Chef de l'État.



## Yaoundé

## Le Ministre Mbwentchou évalue le niveau d'avancement des travaux de quelques chantiers de voirie dans certains chantiers de la capitale camerounaise

Gédéon Brice Ngaba Ngaba

*C'était le samedi 17 novembre 2018. Al'occasion, il en a profité pour de saluer la volonté des populations riveraines de collaborer à la bonne exécution de ces chantiers, en procédant elles-mêmes aux déguerpissements, dès paiement de leurs indemnités.*

La CAN Total 2019 au Cameroun s'approche à grands pas. Au Minhdu, l'on a pris la mesure de la chose. Chaque jour qui passe, le Ministre de l'habitat et du développement urbain, Jean-Claude Mbwentchou multiplie des descentes sur le terrain à l'effet de booster l'avancement des travaux sur le terrain. Le samedi 17 novembre 2018 courant, il a effectué une autre descente sur le terrain à l'effet d'être au parfum de l'évolution du chantier de réhabilitation des voies menant au futur Stade d'Olembé, où se pose le problème de la libération des emprises par des habitations et des réseaux de concessionnaires. Ces voies sont les axes Carrefour Petit Marché Fougerele-Tsinga Village-Olembé et Carrefour Nsan-GMI, ainsi que la voie d'accès à cette infrastructure sportive à partir du Carrefour Nkozoa. Faisant suite au parcours de la voie de contournement par le Minhdu, celui-ci, a présidé une séance de travail avec les responsables des entreprises PIC-CINI (en charge de sa construction) et RAZEL (responsable de la construction de la voie triom-



phale), pour une harmonisation de leurs interventions.

Bien plus, le Ministre Mbwentchou au cours de cette autre descente sur le terrain qu'il effectuait ce samedi 17 novembre 2018, s'est aussi penché avec satisfaction d'une part, sur les travaux confortatifs en cours d'exécution au quartier du Lac Municipal, qui portent sur le revêtement des talus en perré-maçonnerie. Et d'autre part, sur le tronçon Rond-Point Nlongkak-Hôtel Mont Fébé via le Palais de l'Unité, qui bénéficie de l'élargissement de ses trottoirs. Au quartier Mvolyé, afin de stopper le ravinement de la Montée Trois Statues, il a instruit l'entreprise adjudicataire des travaux de les démarrer sans délai, en attendant l'aboutissement des formalités administratives y relatives.

Le Ministre Mbwentchou s'est aussi rendu au quartier Anguisa, dont une partie de la voirie est dégradée, et sur le tronçon Carrefour Elise Bar-Mosquée-Camp Sonel d'Essos, où la pose des pavés se poursuit normalement.

Au cours de sa descente sur le terrain, le Minhdu a

pu saluer la volonté des populations riveraines de collaborer à la bonne exécution de ces chantiers, en procédant elles-mêmes aux déguerpissements, dès paiement de leurs indemnités. Signalons que lesdits travaux rentrent dans le cadre d'un vaste programme en cours d'exécution dans l'ensemble du pays. En plus de la CAN TOTAL 2019, ces chantiers, dont l'ambition est l'amélioration de la mobilité urbaine, relèvent également des Travaux Spéciaux décidés par le Chef de l'Etat, du Programme C2D Urbain "Capitales Régionales", du Plan d'Urgence pour l'Accélération de la Croissance Economique (PLANUT) et des Travaux de Réhabilitation d'Urgence des Routes Urbaines sur l'étendue du territoire national. Ils sont financés par le Budget d'Investissement Public, le Fonds Routier ou les contributions des Partenaires Techniques et Financiers de notre pays. Pour le reste, s'adressant aux entreprises engagées dans ces différents chantiers, le Ministre les a invitées à redoubler la cadence des travaux, afin de les livrer dans les délais impartis.

## Amélioration de la mobilité dans la ville de Garoua 60 km de voirie en cours de réhabilitation et de construction



Au cours de la visite de travail qu'il a effectué les 17 et 18 septembre 2018 à Garoua, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU), Jean Claude Mbwentchou est descendu sur les chantiers de réhabilitation/construction de cette ville. Les travaux, qui portent sur un linéaire total de 60 kilomètres (y compris les drains), pour une enveloppe de 45 milliards FCFA, sont exécutés par 4 entreprises et affichent des taux d'exécution de 8, 15 et 50 %, selon les tronçons. Concernant les chantiers de voirie liés à

la CAN 2019, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain a martelé que la date butoir pour leur achèvement est mars 2019. Dans la même veine, non seulement il a annoncé que les travaux de voirie à exécuter dans le cadre du Programme C2D Urbain "Capitales Régionales" concerneront un linéaire de 28 km et coûteront 16 milliards FCFA, sur les 24 milliards FCFA alloués à l'ensemble des chantiers dudit Programme dans la Capitale Régionale du Nord. Mais il a instruit l'entreprise en charge de ceux-ci de les démarrer au plus tard le 1er

octobre 2018. Toujours au sujet de la voirie urbaine, le Ministre a souligné que les autres villes de la Région du Nord ne sont pas oubliées, car Poli, Tcholliré et Guider sont chacune bénéficiaires d'une enveloppe de 735 millions FCFA, pour les travaux à y exécuter. Cette descente sur le terrain a aussi permis au MINHDU de constater que la construction des 100 logements sociaux du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique (PLANUT), affiche un taux d'exécution de 60%.

Source celcom Minhdu

## Protection et stabilisation des berges des Mayos Kaliao et Ziling à Maroua Jean Claude Mbwentchou lance les travaux



L'un des temps forts de la visite de travail effectuée le mercredi 19 septembre 2018, à Maroua, par le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU), Jean Claude Mbwentchou, est incontestablement le lancement par ses soins, des travaux de protection et de stabilisation des berges des Mayos Kaliao et Ziling, dont le coût est évalué à 3,2 milliards FCFA. Dans le même registre, le Ministre a annoncé la construction à hauteur de 4 milliards FCFA, d'un deuxième pont sur le Mizao. Au cours de ce séjour dans la ville de Maroua, le MINHDU a

pu apprécier l'évolution des travaux de voirie. Ici le Génie Militaire s'occupe d'un linéaire de 6 kilomètres, pour un montant de 22 milliards FCFA et le taux d'exécution est de 26%. Jean Claude Mbwentchou s'est aussi rendu sur le site de construction des 100 logements sociaux du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique (PLANUT), dont le taux d'exécution en hausse est passé à 60%. Lors de la réunion de debriefing, le Ministre a révélé que dans le cadre des Projets Spéciaux décidés par le Chef de l'Etat, la ville

de Maroua verra 20 km de sa voirie réhabilitée grâce à une enveloppe d'environ 3 milliards FCFA. En outre, il a ajouté que dans le cadre du Programme C 2 D Urbain "Capitales Régionales", dont le coût total des travaux à exécuter dans la ville de Maroua est estimé à 40 milliards FCFA, 20 milliards FCFA permettront de réaliser 19, 5 km de voirie. De même, Maroua se verra dotée de près de 50 kilomètres de voirie et de drains d'un coût de 40 milliards FCFA, ainsi que de 100 logements sociaux, dont l'enveloppe est de 5,5 milliards FCFA.

Source celcom Minhdu

# PLANUT, C2D « Capitales Régionales », Voirie et propreté

## Les Chantiers de Bertoua et Ngaoundéré évalués par le Minhdu...

Dossier réalisé par  
Jules Brice Ngaba

C'était au cours d'une visite de travail que le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean-Claude Mbwentchou a effectué du 04 au 06 juillet 2018 respectivement dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua.

Etape Bertoua  
le mercredi 04 juillet 2018

## Un léger mieux dans la qualité de l'ouvrage et l'état d'avancement des travaux

Avec à ses côtés entre autres le gouverneur de la région l'Est, Grégoire Mvongo, le Ministre de l'Habitat et du développement urbain, **Jean Claude Mbwentchou** a visité le chantier de construction des logements sociaux de Bertoua.

En visite sur le site mercredi dernier a donné jusqu'à novembre prochain aux

Ici, selon les ingénieurs en charge de la construction, ce projet qui est réalisé dans le cadre du Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance économique est exécuté à 45%. Performance bien en deçà des attentes surtout lorsqu'on sait que les délais initiaux ont été largement dépassés. Un taux de dépassement évalué à 90% si l'on prend en compte, le mois de juillet 2016, date de délivrance des ordres de service pour le démarrage du projet et le mois de Septembre 2018, date de livraison. Il faut tout de même relever qu'à ce stade des travaux, l'on note des améliorations notables depuis le dernier passage du Ministre Mbwentchou en mai 2017. Le taux d'exécution des travaux, l'on s'en souvient, dépassait à peine les 10%.



Face à cette situation, le ministre Jean Claude Mbwentchou a prescrit l'accélération de la cadence non sans ouvrir une brèche aux entrepreneurs afin que ceux-ci proposent un planning réactualisé et réaliste, sans toutefois dépasser le mois de novembre 2018, date butoir pour achever les travaux. Dépasser ce délai, aucune autre prorogation ne sera accordée a tenu à marteler le Minhdu.

### Quid du climat social...

Selon les autorités administratives locales, le climat social jadis fait de

nombreuses grèves a considérablement changé même si elles affirment toutes que celui-ci doit être amélioré afin que les choses aillent pour le mieux. Il en est de même de l'approvisionnement du chantier ainsi que les facilités administratives fournies par les autorités locales, qui ont contribué à l'accélération des constructions. Parlant du nombre d'ouvriers, celui-ci a été porté à 184 personnes. D'autres pesanteurs subsistent en ce qui concerne la fourniture des équipements. C'est le cas de ces engins qui sont bloqués à la frontière tcha-

dienne, selon certaines entreprises. Au cours de la séance de travail qui avait pour cadre l'hôtel Christiana, le Ministre Mbwentchou s'adressant au Gouverneur de la région de l'Est qui coordonne les activités de toutes les administrations a souhaité que celui-ci instruisse à certaines administrations qui selon certaines indiscrétions, sont à l'origine de nombreuses tracasseries dont sont victimes certaines entreprises engagées dans le cadre de la réalisation de ces travaux, à revoir leur fonctionnement.

Le Minhdu a également visité les

chantiers de voiries en cours de réhabilitation dans le cadre du programme C2D urbain « Capitales régionales », les ateliers municipaux en cours de réalisation. Parlant justement de ces ateliers, le Ministre a marqué sa satisfaction pour le taux d'exécution de ceux-ci qui se situe à 70%.

Les lotissements de la Mission d'aménagement et d'entretien des terrains urbains et ruraux (Maetur) ont également fait l'objet de la visite du Ministre Jean Claude Mbwentchou. Indication du Ministre, que soit revue la configuration des logements de la SIC qui sont proches, compte tenu de l'évolution du paysage urbain dans cette zone. « Bertoua est en train de prendre du soleil, il faut en tenir compte » a-t-il déclaré

Pour le reste, le tronçon (carrefour gare routière- hôtel Phoenix et bretelles) de la voirie d'urgence à réaliser sur décision du président de la République, et dont les travaux qui doivent démarrer au plus tard à la fin de ce mois de juillet 2018, vont engager les montants suivants seront investis par ville: Abong Mbang ( 525 millions FCFA), Yokadouma (630 millions FCFA). Bon à savoir, la ville de Batouri est également concernée par ces travaux



Etape 2 Ngaoundéré les jeudi 5  
et vendredi 06 juillet 2018

## Le septentrion aura ses logements sociaux

**E**n allant en Ngaoundéré, le Ministre de l'Habitat et du développement Urbain, Jean-Claude Mbwentchou qui avait entre autres personnalités à ses côtés le gouverneur de la région du l'Adamaoua, Kildadi Taguieke Boukar, balayait en même temps, les élucubrations de certaines personnes mal intentionnées qui avaient tenté de manipuler l'opinion publique en lui

faisant part de ce que, la partie septentrionale du Cameroun à laquelle appartient cette région, était abandonnée. Ce qui est inexact car dans l'enveloppe de 50 milliards de FCFA dédiée à l'exécution des travaux dans les régions du Cameroun ceci dans le cadre du plan spécial du Chef de l'Etat, la seule région de l'Adamaoua va s'en tirer avec une enveloppe de 3 milliards 100 millions FCFA.A

Ngaoundéré, Chef-lieu de la région de l'Adamaoua, le Ministre Mbwentchou et sa suite ont visité l'un des plus grands bâtiments devant abriter ses services. Il s'agit de l'immeuble de la Délégation Régionale du MIN-HDU de l'Adamaoua. Par la suite, ils ont fait le tour du site des logements sociaux du PLANUT. Ici, le ministre et sa suite ont constaté que les travaux y afférents étaient exécutés à

60 %. S'agissant de la voirie, il a été constaté son état de dégradation très avancée. A chacune des étapes, le Minhdu, Jean-Claude Mbwentchou a prescrit certaines mesures à prendre pour que les lignes bougent et que les différents chantiers sectoriels soient livrés dans les délais. Annonce importante du Ministre, la réhabilitation de l'axe Cathédrale-Collège de Mazenod-Bois Mardok pour 1,6

milliards FCFA. Quant aux villes de Tignere et Banyo, chacune bénéficiera de 300 millions de FCFA. Le Ministre a invité le Gouverneur, en liaison avec le Délégué du Gouvernement et les maires, à susciter chez les populations l'amélioration de leur cadre de vie à travers le ravalement des façades des bâtiments et maisons, ainsi que le désherbage de leur environnement.



### Ce que le ministre de l'habitat et du développement urbain a révélé aux populations de Bertoua et Ngaoundéré concernant la mise en œuvre du volet Urbain de cet important programme d'investissement initié par le Président de la République qu'est le plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique

**E**n vue d'accélérer le rythme de la Croissance Economique et améliorer les conditions de vie des populations Camerounaises, le Président de la République S.E.M Paul BIYA, a mis sur pied un **Programme Spécial de Mesures et de Projet** visant la satisfaction des besoins immédiats des populations. Dénommé « **Plan d'Urgence** » et prévu s'étaler sur une période de 03 ans (2015-2017), il touche l'ensemble des chefs-lieux de région du territoire national et s'articule autour de 7 volets dont le **volet Urbain**, conduit par mon département ministériel, comprenant deux composantes : la **composante Voirie** et la **composante Habitat**. Les lignes qui suivent présentent l'état le contenu dudit volet.

#### A) Présentation globale du volet urbain.

1) **Composante habitat**  
La composante Habitat qui fait l'objet de mon propos de ce jour. Vise la réalisation de 800 logements sociaux et des équipements collectifs associés dans les Chefs-lieux de région que sont les villes de Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Buea, Ebolowa, Garoua, Maroua, et Ngaoundéré. Conformément aux clauses du Protocole d'Accord signé le 19 décembre 2014 sous la présidence effective du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, entre la

République du Cameroun et le Consortium Groupe Banque Atlantique Entreprise Marocaine Alliances. Les études et les travaux ont été confiés à la filiale Camerounaise de l'entreprise suscitée « Alliances Construction Cameroun (ACC) ». Sur le financement du Groupe Banque Atlantique pour un cout total de 40 milliards de F CFA.

Pour chacune des villes, il a été question d'aménager un terrain de cinq (05) hectares mis à la disposition par le MINDCAF et d'y construire :

- ✓ 100 logements sociaux repartis ainsi qu'il suit :
  - 05 immeubles en RDC + 2 comportant 02 appartements par niveau
  - 05 immeubles en RDC + 2 comportant 02 appartement T4 par niveau ;
  - 12 villas simples
  - 28 villas jumelées.
- ✓ 01 école primaire (12 salles de classe, 01 bibliothèque, 01 salle informatique, 01 cantine, des bureaux) et maternelle (08 salles de classe, une salle de lecture, 02 salles de repos, un restaurant) ainsi qu'un espace cantine.
- ✓ 01 super marché
- ✓ 01 centre de santé
- ✓ 02 bâtiments à usage de bureaux pour les services publics.
- ✓ 04 locaux pour équipements d'angle de rue (petit commerce)

- ✓ 01 station d'épuration (fosse géante)
  - ✓ Des aires de jeux
- Deux (02) parcelles de 2000m\* chacune susceptible d'accueillir une brigade de Gendarmerie et un Commissariat de Sécurité Publique sont réservées sur le site.

#### i.1) État d'avancement, obstacles rencontrés et perspectives.

1) Le Protocole d'Accord sus évoqué prévoyait pour ce volet, la réalisation des études pour un montant de 2 milliards de FCFA HT et les travaux pour 38 milliards de FCFA HT. La budgétisation du financement des missions de Contrôle Technique, des Maitrises d'œuvre et d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage n'y figuraient pas. Compte tenu de l'importance de ces prestations de contrôle et, eu égard à l'absence de dotation budgétaire dans les lignes du MINDHU pour prendre en charge, il a été nécessaire d'engager une démarche de rationalisation de l'enveloppe globale du projet qui, après une bataille âpre avec l'Entreprise Alliances Construction Cameroun, a permis de dégager le financement desdites prestations ( Contrôle Technique Cameroun, maitrise d'œuvre et Assistance à Maitrise d'œuvre) sur une durée de 13 mois pour un montant de 879240592 FCFA. En définitive, pour la phase travaux, on a

enregistré la passation de 17 marchés (08 travaux, 08 maitrises d'œuvre et 1 contrôle technique). Sur le terrain, les avancées se Présentent comme suit.

#### A) État d'avancement, obstacles rencontrés et perspectives

a.1) **Avancées enregistrées**  
Pour la phase des travaux, on a enregistré 17 marchés dont 08 marchés de travaux, 08 marchés d'œuvres et un contrôle technique. Quant aux avancées enregistrées sur les différents sites, elles se présentent comme suit :

#### Site d'EBOLOWA :

i) **les travaux** :- les travaux achevés et réception provisoire des travaux prononcée le 19 juin 2018.

#### Site de Bertoua, Buea, Bafoussam, Ngaoundéré, Garoua, Maroua

i) **travaux**: les travaux dont les marchés ont été signés le 15 juillet 2016 pour un délai de 12 mois, connaissent à ce jour des taux d'exécution des travaux variés selon les sites.

- Garoua (44%)
  - Maroua (45%)
  - Bertoua (45%)
  - Buea (58%)
  - Bafoussam (30%)
  - Ngaoundéré (55%)
- ii) **Marchés de Maitrise d'Œuvre des**

**Travaux** : signés le 21 février 2017, soit près de 08 mois après ceux des travaux, ils enregistrent un taux de consommation des délais de 84%, à ce jour en tenant compte de la nouvelle prolongation des délais en septembre 2018. Les rapports mensuels régulièrement communiqués. Il importe de relever que pour la poursuite desdites missions des avenants sont en cours d'élaboration : Idem pour le bureau de contrôle Technique :

#### - Site DE BAMENDA :

i) **travaux** : Le Marché des travaux signé le 29 mars 2017, connaît à ce jour un taux d'exécution des travaux de l'ordre de 20%, avec une consommation des délais de près de 83% en tenant compte de la prolongation des délais accordée : L'entreprise a sollicité une nouvelle prolongation des délais jusqu'en mars 2019. Compte tenu des arrêts récurrents des travaux dus principalement à la crise sécuritaire dans cette partie du territoire national.

Le retard qu'enregistre l'opération de Bamenda se justifie, à la base, par le relief très accidenté du terrain d'assiette qui à nécessité la reprise complète des études architecturales et techniques sur la base d'un réaménagement du programme. Par la suite la situation sécuritaire qui prévaut dans la région depuis quelque temps a ralenti et retardé le déroulement des travaux.

# L'Étape de Bertoua dans la région de l'Est

Le Ministre de l'habitat et du Développement Urbain, Jean Claude MBWENTCHOU, a effectué une visite de travail à Bertoua et Ngaoundéré du 26 au 28 septembre 2018. À Bertoua, le mercredi 26 septembre, le point d'orgue a été le lancement par ses soins, et en compagnie de son collègue Joseph LE, de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative et élite de cette Région, des travaux de voirie et de drainage de la ville, dans le cadre du Programme C 2 D Urbain Capitales Régionales. Des travaux appelés à durer 24 mois, qui porteront sur près de 15 km de voirie et de drainage, pour une enveloppe de 21 milliards FCFA. Auparavant, et toujours concernant ce Programme, le Ministre a salué les travaux de construction, presque achevés, des Ateliers Municipaux. C'est le même sentiment de satisfaction qu'a exprimé le Ministre en se rendant sur le site des logements sociaux du Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la Croissance Économique (PLANUT), dont le taux d'exécution est passé à 55 pour cent et qui doivent être livrés. Le 19 décembre 2018. Dans la "Capitale du Soleil Levant", Jean Claude MBWENTCHOU a aussi visité les Travaux d'infrastructures d'Urgence sur financement spécial du Chef de l'État.



# L'Étape de Ngaoundéré le 27 septembre 2018

Le Ministre de l'habitat et du Développement Urbain a foulé le sol de Ngaoundéré, où il a officiellement lancé les travaux prioritaires d'infrastructures d'Urgence d'Etat décidés par le Chef de l'Etat. Ceux-ci, qui portent sur 45 km (dont 26 km en terre et 19 km à revêtir en bicouche) concernent aussi les villes de Poli, Tchollire et Banyo, où ils ont été récemment lancés par le Gouverneur de la Région de l'Adamaoua. Au contact des logements sociaux du PLANUT, il a applaudi le fait que non seulement ceux-ci soient bâtis à 80 %, mais que l'entreprise promette de les livrer le 15 novembre 2018. Un autre chan-



tier sur lequel le MINHDU s'est rendu est celui des Travaux d'infrastructures d'Urgence sur financement spécial du Chef de l'Etat, qui avaient été lancés par le Gouverneur. Ce dernier a au cours de la séance de de débriefing, à laquelle prenait part Mme le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Forêts et de la Faune, Kouloumi Alhadji Epse Boukar, élite de la Région, révélé à la grande satisfaction de l'assistance, que le Président de la République vient de débloquer rubis sur ongle, la rondelette somme de 90 millions FCFA (dont 30 millions pour chacune des Communes d'arrondissement) destinée à la propreté et l'embellissement de Ngaoundéré.



**Can 2019, Planut, réhabilitation d'Urgence de la voirie urbaine prescrite par le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya et drainage des eaux pluviales dans la cité économique**

## Le Minhdu sur les chantiers

*Avec à ses côtés le gouverneur de la région du littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua et le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Douala, Fritz Ntone Ntone, le Ministre de l'Habitat et du développement urbain et de l'Habitat, Jean-Claude Mbwentchou, a, le 1er Octobre 2018, journée mondiale de l'habitat, inspecté divers sites à travers la ville de Douala. A l'occasion, il a pu voir les chantiers bouclés ou en voie de lettres.*

### La Visite des Chantiers...

La descente du Minhdu, accompagné pour la circonstance du gouverneur de la région du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, et du délégué du gouvernement auprès de la CUD, Fritz Ntone Ntone, a néanmoins permis de voir des chantiers bouclés ou en voie de l'être. Ainsi des voies pavées assorties de trottoirs à Bonaloka ou Ndogsimbi, d'une route réhabilitée et quasiment en fin de reconstruction au lieu-dit « Hysacam Zone industrielle », ou encore à l'entrée de la gare ferroviaire de Bessengue. Ici, la double voie a été entièrement bitumée et le terre-plein qui la divise

est livré également. Des techniciens rencontrés sur le chantier expliqueront au ministre les finitions en cours. Au carrefour « Deux-églises », la marque des travaux est visible en pleine route. Mais ceux-ci ne sont pas terminés. Il reste « enrobé à poser », apprendra le ministre ingénieur, auquel instruira d'accélérer les choses : « Travaillez même dans la nuit ».

En dehors des chantiers de réhabilitation de la voirie, dans le cadre du Planut, le Minhdu et sa suite ont également visité les voies d'accès au stade de Japoma, à l'entrée Est de la ville. De fait, cette étape a été la

première de la tournée d'inspection, une première voie d'accès se trouvant à un jet de pierre du pont sur la Dibamba. La route est ouverte et les terrassements sont terminés, et la pouzzolane étalée sur la voie. Arrivé aux abords du stade, Jean-Claude Mbwentchou s'est fait détailler le chantier, carte à l'appui. Une autre voie d'accès passe par Nkolbong à Nyalla. Longue de 4 km, elle a été ouverte, mais le sol n'a pas encore été traité. Il y est prévu une consolidation, puis la pose d'une couche de base, avant une couche de béton bitumeux. « Le chantier sera livré dans 18 mois mais la route est exploitable

dès avril 2019 », expliquera le responsable de l'entreprise à l'œuvre. « Nous devons tout faire pour qu'il n'y ait pas d'abandon de chantiers. Cela causerait plus de problèmes. » Recommandations du Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (Minhdu) le 1er octobre 2018, à la salle des fêtes d'Akwa. Jean-Claude Mbwentchou s'adressa ainsi à des représentants d'entreprises, au terme d'une visite de terrain qui l'aura conduit sur différents sites à travers la ville, et notamment sur les chantiers du plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance économique (planut).



## Aménagement de Bafoussam

# Près de 24 milliards FCFA pour la voirie et le drainage

L'esplanade de la Chefferie Supérieure de Bafoussam a, le jeudi 4 octobre 2018, abrité la cérémonie de lancement officiel des travaux de voirie et de drainage du Programme C 2 D Urbain "Capitales Régionales", par le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean Claude MBWENTCHOU, qui avait à ses côtés le Secrétaire Général Adjoint des Services du Premier Ministre, Pascal NGUIHE KANTE, élite du département de la Mifi, Région de l'Ouest. Le coût de ces travaux est d'environ 24 milliards FCFA.

Ils permettront à la Capitale Régionale de l'Ouest de bénéficier d'infrastructures de voirie et de drainage d'un linéaire de 19, 5 km; d'équipements marchands pour la réhabilitation des pourtours du Marché A; d'une salle de fête polyvalente au quartier Ndiandam; de la modernisation du marché Casablanca et de la reconstruction partielle du Marché B; des services urbains de base pour 10 kiosques à eau; de 10 latrines dans certaines écoles de la ville de Bafoussam, 8 toilettes publiques et



80 candélabres solaires dans la ville; ainsi que des espaces publics pour l'aménagement d'un parc de loisir et la construction des locaux de la Cellule locale de suivi.

En rapport avec les préparatifs de la CAN 2019, cette cérémonie avait été

précédée la veille de la visite par le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, des travaux de construction de la voie d'accès à l'Hôtel TAGIDOR de Bangou et au Stade de Bandjoun, ainsi que la voie de contournement de cette infrastructure sportive. Dans la même

veine, le Ministre s'est rendu au Stade de Kouekong, où il a constaté que le taux d'exécution des travaux de construction des 2263 unités de parkings du Stade de Kouekong se situe à environ 7%. Il a aussi procédé au lancement des travaux de mise en œuvre de la couche de roulement en béton bitumineux de l'Axe Monument Wanko-Carrefour SGC/ Crédit Lyonnais d'un linéaire de 1230 ml. Ces travaux sont financés par le Fonds Routier, dans le cadre des travaux prioritaires à exécuter dans le cadre de la CAN 2019, au même titre que ceux portant sur l'accès à la nouvelle cathédrale et l'Entrée hôpital- Carrefour Marché B. Les autres chantiers de voirie que Jean Claude MBWENTCHOU a évalués sont ceux relevant du projet de réhabilitation d'urgence des routes urbaines sur l'étendue du territoire national, instruit par le CHEF DE L'ETAT, pour un montant global de 50 milliards de FCFA. Ils permettront de réhabiliter 18 626 ml de voiries, à Bafoussam, Foumban, Bangangté et Bafang, pour la rondelette somme de 9 030 000 000 FCFA.



# Habitat Les voies et moyens de l'émergence

Deux décennies de crise économique, commencée au milieu des années 80, ont mis un coup d'arrêt au développement de certaines infrastructures entamé au Cameroun par l'Etat, depuis l'indépendance de ce pays en 1960.

Comme conséquence, un état des lieux peu reluisant, tant le taux d'accès aux infrastructures est bas, s'agissant aussi bien de celles à caractère économique que social. Dans le sous-secteur habitat par exemple, des structures telles que la Sic et la Maetur ne pouvaient plus à elles seules, combler les attentes multiples des populations en matière de logement. Le principal défi ici étant de voir celles-ci se loger. Les riches comme les pauvres. Au nombre des actions de sortie de crise menées par le gouvernement figurent en bonne place les mesures importantes prises pour construire des logements sociaux qui en réalité sont des logements aidés afin d'alléger les coûts d'acquisition à tous ceux qui désirent bénéficier d'un logement social. Ces mesures sont marquées, d'une part par les responsabilités de plus en plus grandes confiées au secteur privé car dans aucun pays au Monde, le gouvernement distribue le logement et, d'autre part par un investissement assez conséquent dans la construction de milliers de logements sociaux. Elles s'inscrivent ces mesures, dans la vision à long terme du développement économique et social du Cameroun tel que déclinée par le gouvernement dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce). Il s'agit de cette vision prospective de nature volontariste, baptisée en 2004 «Les grandes Ambitions». Une vision de l'avenir conçue par son initiateur, Paul Biya, pour imprimer un essor à l'économie nationale et surtout faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Dans son discours d'ouverture et de politique générale, le 15 septembre 2011, à l'occasion du IIIe congrès ordinaire du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), le Chef de l'Etat relevait que cette vision d'un Cameroun émergent est en train de devenir une réalité. D'où cette déclaration forte du président de la République : «Les «Grandes Ambitions» d'hier vont devenir les «Grandes Réalisations». Et à partir de janvier 2012, le Came-



roun sera transformé en un immense chantier ! Ces «Grandes Réalisations» vont prendre corps avec les grands projets structurants dont certains sont déjà en cours de réalisation.» De la parole aux actes, plusieurs chantiers ont été lancés pour transformer les villes camerounaises et offrir un meilleur cadre de vie aux populations. Les opérations menées par exemple par le programme de développement de l'habitat, ont porté sur l'élaboration des documents de planification urbaine, la réalisation des opérations d'aménagement urbain et la construction des logements neufs. Parlant de documents de planification, ceux-ci permettent de doter les villes d'instruments qui organisent harmonieusement l'occupation du sol et préviennent la prolifération et l'envahissement des bidonvilles. Parlant toujours d'habitat, il faut noter qu'en dehors des milliers de logements en construction à Yaoundé et à Douala pour ce qui est des régions du centre et du littoral, dans le cadre du plan d'urgence triennal décidé par le Chef de l'Etat, 800 logements sont en construction dans les huit autres régions du Cameroun. Les travaux y afférents ont du reste été confiés après consultation de la Prési-

dence de la République du Cameroun, au Groupe Alliances le plus grand groupe en matière de construction au Maroc et qui agit effectivement sur les projets immobiliers intégrés: logement social et Intermédiaire, résidences Haut Standing et resorts golfiques. Travaux réalisées dans ces huit régions grâce à un crédit d'Atlantique Banque. Tout ceci vient confirmer la volonté réelle des pouvoirs publics d'atteindre les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés dans ce domaine crucial pour tous. Bien plus, si le projet de construction de 640 logements sociaux à Yaoundé/Olembe, par la firme Coffor a connu des difficultés managériales ayant occasionné l'arrêt des travaux, le montage financier quant à lui, est en cours de renégociation avec la CBC Bank pour sa relance. En ce qui la concerne, la société immobilière du Cameroun (Sic), s'est engagée à construire sur fonds propres, 119 logements moyens standing à la cité-verte à Yaoundé. Le crédit foncier du Cameroun qui a pour mission principale d'apporter son concours financier à tout projet destiné à promouvoir l'habitat en général et l'habitat social en particulier a quant à lui, mis au point il y a trois ans, un produit

spécifiquement destiné aux jeunes dont la durée d'activité est naturellement plus longue que celle de la moyenne des clients, et où il n'est pas exigé d'apport personnel. Par ailleurs, le crédit foncier ayant un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de la politique d'accès au logement, il a initié une démarche avec certains établissements de microfinance, dans le dessein de leur faire jouer un rôle de passerelle pour pouvoir atteindre certaines cibles à faibles revenus. Cette démarche qui est encore expérimentale, connaîtra certaines évolutions plus probantes avec la mise au point des coopératives d'habitat en cours d'élaboration sous l'égide du Ministère de l'habitat et du développement urbain. Elle cible particulièrement les revenus bas ou informels. La préoccupation majeure de l'Etat est d'améliorer substantiellement le taux d'accès au logement qu'il importe qu'il soit social, aidé ou pas en générant une offre qui anticipe sur la demande. La question de la production en masse des logements est complexe, transversale et onéreuse. Pour faire face aux enjeux et défis soulevés, plusieurs leviers devraient être activés, parmi lesquels le foncier, le financement, la fiscalité, l'industrialisation et la formation ; dans le cadre d'une approche participative et collégiale garantissant la synergie et la coordination des actions des multiples intervenants. Toutefois, au vu des nombreux chantiers en cours et des projets en voie de lancement, l'effort du gouvernement en vue d'améliorer le cadre de vie des populations et le mettre en adéquation avec la demande économique mais surtout social augure favorablement de l'atteinte de l'objectif poursuivi. La présente édition du journal le Pélican propose au lecteur un donné à voir du sous-secteur habitat au Cameroun. Tout ce qui y fait actuellement par le gouvernement qu'accompagnent quelques initiatives privées, montre que dans ce domaine, le Cameroun avance résolument.

## La nouvelle impulsion

En effectuant il y a quelques jours une descente sur le terrain dans certaines régions, à l'effet d'évaluer entre-autre le taux d'avancement des travaux de construction des logements inscrits dans le cadre de l'exécution du volet habitat du plan d'urgence triennal décidé par le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya, le Ministre de l'habitat et du développement urbain, Jean-Claude Mbwentchou, a rassuré les populations sur la détermination du gouvernement à permettre au maximum de personnes de bénéficier d'un cadre de vie décent et abordable. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest aucune partie du Cameroun n'échappe à la multiplication des chantiers liés à l'habitat en son sein. Une nouvelle impulsion qui augure des lendemains qui chantent dans un pays, le Cameroun, avec son urbanisation galopante qui a doublé en 40 ans, passant de 28% en 1976 à 54% en 2015. Dans cette édition, évocation des voies et moyens de l'émergence de l'habitat au Cameroun.

Le Logement d'abord. C'est le thème qui sous-tendait, la 31ème édition de la journée de l'habitat célébrée au Cameroun en 2016 comme partout ailleurs, le premier lundi du mois d'octobre. Cette priorité accordée au logement était aussi, le fil conducteur du point de presse du Ministre de l'habitat et du développement urbain, Jean-Claude Mbwentchou. Ce jour-là, chiffres à l'appui, il a montré les acquis en matière de loge-

ments au Cameroun ; mais aussi le long chemin à parcourir pour satisfaire l'importante demande. Au rang des acquis 1675 logements sociaux déjà construits grâce au programme gouvernemental de dix mille logements à Olembe dans la ville de Yaoundé, Mbanga-Bakoko à Douala. La cité des cinquantenaires avec 1100 logements à Douala et autant à Yaoundé. Il y a une deuxième phase de 2300 logements avec la coopération chinoise. Plusieurs partenariats ont déjà

été noués avec des investisseurs internationaux ; Chine, Italie, Maroc, Qatar, Angleterre, Espagne, Portugal pour ne citer que ceux-là. Ainsi, à l'initiative du Président de la République, et à la faveur de la Coupe d'Afrique des Nations de Football que le Cameroun accueille en 2019, et du plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance économique. Les populations de ce pays de plus de 20 millions d'habitants assistent depuis trois ans pour être précis, à une

effervescence particulière en matière d'investissement dans certains domaines notamment celui de l'habitat. C'est ainsi que des opérations de construction de logements et équipements socioculturels associés sont en cours de réalisation à travers le pays. Seulement, au Minhdu, l'on reconnaît que ces efforts ne pourraient suffire à combler la très forte demande en matière de logements. Au Cameroun, ladite demande dépasse le million de logements. Conscient de



cette situation et pour permettre le passage à une autre échelle de production et à un niveau de performance des entreprises autrement plus compétitif, le président de la République a signé deux décrets au mois de Février 2017, habilitant le Ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire à signer des accords de prêt avec la banque Intesa Sanpaolo Spa pour le financement des études du projet de construction des logements à Yaoundé et ses environs. Il s'agit comme a eu à le rappeler le Minhdu, d'un accord financier lié et d'un accord de prêt sous forme de crédit acheteur, garantis par la Sace, d'un montant global d'un peu plus de 115 milliards de Fcfa. Pour la gouverne de tous, il est important de relever que ce projet porte sur la construction de 10000 logements par la société italienne Pizzarotti. Il est structuré en phases dont chacune porte sur 1000 logements. La mesure présidentielle est venue donner une nouvelle impulsion dans le secteur de l'habitat



et laisse entrevoir une amélioration tant qualitative que quantitative de la production dans ce domaine grâce à la construction à Mbankomo

d'une base industrielle qui produira les matériaux et éléments de construction des logements et leurs équipements associés. L'implantation

des premiers logements y afférents est annoncée pour début 2018.

**Minhdu-Cfc-Feicom**

Le partenariat entre les trois institutions a permis de créer une ligne de 10 milliards de Fcfa mis à la disposition des communes pour la construction des cités municipales. A ce sujet, face à la presse il y a quelques mois, le Ministre Mbwentchou n'a pas manqué de déplorer le faible engouement des collectivités locales avant de lancer un appel à l'endroit des opérateurs privés. Le Ministre leur a demandé d'investir dans le social à gauche avec les gains engrangés à droite. Le cap étant fixé par le Chef de l'Etat, il revient à tous les acteurs impliqués d'œuvrer résolument pour l'atteinte des objectifs. En attendant, le bon exemple du Cameroun en matière de promotion de l'habitat, ferait davantage tâche d'huile à l'étranger ou l'expertise camerounaise est fortement consultée.

# Logements sociaux Les efforts du Ministre Mbwentchou salués à l'Assemblée Nationale...

Germain Willy Abena  
Essomba

*C'était le mercredi 27 juin 2018 au cours de la restitution des travaux du comité de suivi-évaluation de la mise en œuvre des Projets et Programmes des logements sociaux au Cameroun. Le ministre de l'habitat et développement urbain, Jean Claude MBWENTCHOU était ce mercredi 27 juin 2018 face aux députés pour expliquer la politique gouvernementale en matière de logements sociaux. Occasion pour lui de dresser le bilan des travaux concernant l'avancement des différents projets de construction des logements sociaux à travers tout le pays et pour solliciter une meilleure coordination avec les partenaires Etatiques et privés.*

La question du logement est d'une importance capitale dans la vie des hommes, au Cameroun certaines couches de la population ne peuvent avoir accès à un logement. C'est la raison pour laquelle les représentants du peuple se sont saisis du sujet dans le but de chercher les voies et moyens d'éradiquer de manière durable, voir définitive, la crise de logements qui se traduit par l'insuffisance des logements sociaux, la spéculation immobilière, le déguerpissement et le non-respect des normes d'urbanisme entre autre. L'assemblée nationale a



ainsi mis sur pied un comité chargé de suivre la situation sur le terrain. Justement après plusieurs mois de descentes sur le terrain, la nécessité de faire le point s'est imposé. c'est ce qui a justifié la rencontre du mercredi 27 juin 2018 à l'hémicycle de Ngoa-Ekellé. D'après les interventions des uns et des autres, notamment celles du président du comité de suivi et d'évaluation, le député Kamssouloum Abba Khabir et du ministre de l'habitat et du développement urbain, Jean Claude MBWENTCHOU, les efforts sont faits dans le sens d'améliorer les conditions de

vie des populations. Ces populations rencontrent quelques contraintes, le coût élevé des matériaux de construction, l'insuffisance du financement, la lourdeur et l'incohérence liées à la réforme foncière. D'où certaines propositions de solutions : encourager le secteur privé de l'habitat par le billet du partenariat public privé, promouvoir la création des industries de production de matériaux de construction, appuyer les organisations et le professionnalisme de la filière des ouvriers qualifiés, encadrer et promouvoir l'auto-construction et la liste n'est pas exhaustive.

## les bons points de la coopération entre l'exécutif et le législatif...

Il y a de cela 04 ans, plus précisément le 18 juin 2014, toujours sur initiative du Très Honorable Président de l'Assemblée Nationale, le Ministre de l'Habitat et du développement urbain, Jean-Claude Mbwentchou, a eu l'insigne honneur et le plaisir de s'exprimer devant l'Auguste Chambre sur cette même thématique. À cette occasion, il avait déjà relevé le caractère exceptionnel de cette démarche heureuse qui témoigne à suffisance de l'intérêt soutenu que la Représentation Nationale accorde à la question du logement en particulier, et de l'habitat en général, relayant ainsi la ferme volonté du **Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya** et du Gouvernement dans son ensemble, à apporter des solutions adéquates et pérennes à cette préoccupation majeure et légitime de nos populations. A l'occasion, il formulait également le vœu que cette plate-forme

naissante d'échanges soit le creuset du nouvel essor de ce sous-secteur. Pour certains observateurs avertis, la rencontre du ...entre le Minhdu, Jean-Claude Mbwentchou et les membres du Comité de suivi-évaluation de la mise en œuvre des Projets et Programmes des logements sociaux au Cameroun est la confirmation s'il en était encore besoin, que cette nouvelle sollicitation est la concrétisation de ce vœu. Sans autre forme de procès, face aux députés de ce comité, le Ministre Mbwentchou a passé en revue, l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue du Séminaire de 2014, rappelé les contraintes persistantes à la production massive des logements au Cameroun, reprécisé les enjeux et les défis à relever non sans évoquer certaines attentes et formuler suggestions pour booster la production des logements au Cameroun.



# L'état de mise en œuvre des recommandations du Séminaire du 18 juin 2014

**S**'il y a lieu de se réjouir de la mise en œuvre de plusieurs recommandations, force est de reconnaître que quelques contraintes subsistent pour l'exécution satisfaisante de biens d'autres. Aussi, s'agissant des aspects positifs, on peut relever en ce qui concerne le secteur public, qu'aux plans juridique et réglementaire, l'étude relative à l'élaboration d'un projet de Loi sur l'habitat social, et devant permettre la définition des caractéristiques, incitations, critères d'éligibilité, et des cibles des programmes d'habitat social est achevée, et en cours de transmission à la Hiérarchie, pour le déclenchement du processus visant son adoption et sa promulgation. Dans ce même registre, on peut signaler **l'étude en cours relative à l'élaboration d'un Code de l'habitat et de la construction**, très avancée à ce jour, avec notamment la formulation d'un draft de politique de l'habitat, assorti d'éléments de stratégie pour l'habitat social; ainsi que de trois (03) Codes thématiques achevés ou en voie de l'être, relatifs à l'efficacité énergétique, la protection et la sécurité incendie, et à l'habitation et la construction.

## Au plan institutionnel

Il y a lieu de relever la poursuite du projet PAMOCCA mis en œuvre par le MINDCAF, et qui vise la modernisation de l'administration cadastrale ainsi que la sécurisation et la numérisation du titre foncier. En outre, **des guichets uniques, incluant le traitement en ligne des dossiers**, en vue de la délivrance des actes d'urbanisme et fonciers, sont en cours d'expérimentation à Douala, et leur duplication

est envisagée dans les 13 autres Communauté Urbaines dans les trois prochaines années.

## Au plan opérationnel

**Le Programme Gouvernemental** de construction de logements sociaux, dans sa phase pilote relative à la construction de 1675 logements sociaux se poursuit à Yaoundé et Douala, avec un taux global d'avancement de près de 75%, et est prévu pour s'achever en

2019. Il convient de relever qu'en raison de leurs défaillances persistantes, les marchés de plusieurs entreprises ont été résiliés et sont en voie de réattribution à des Firmes internationales justifiant de capacités financières avérées en mode PPP.

**Le Programme Chinois** de construction de 1520 logements sociaux est entièrement achevé à Yaoundé, Douala, Bamenda, Bafoussam, Limbé et Sangmélina. Quant au **volet habitat du PLANUT**, qui porte sur la construction de **100 logements sociaux dans chacun des 8 chefs-lieux de région, autres que Yaoundé et Douala**, les travaux sont achevés à Ebolowa, tandis qu'ils sont environ à 30% à Bamenda et en moyenne 50% dans les autres villes.

**Le projet de construction de 640 logements sociaux à Yaoundé/Olembé, par la Firme Coffor** a connu des difficultés managériales ayant occasionné l'arrêt des travaux; toutefois le montage financier est en cours de renégociation avec la CBC Bank pour sa relance.

Il y a lieu de signaler aussi **le projet PIZZAROTTI de construction de 10.000 logements sociaux à MBANKOMO**, dont les financements d'une



valeur de 115 milliards FCFA ont fait l'objet d'une convention signée avec la partie italienne depuis mars 2017, et dont la phase pilote porte sur 1.000 logements sociaux et la création d'une base industrielle dédiée à la production des matériaux de construction.

**De nombreux autres Projets ayant fait l'objet de Memoranda of Understanding** avec des Firmes internationales privées sont également en cours de négociations financières avec le Gouvernement via le MINEPAT ou le CARPA, en vue de la construction d'au moins 25.000 logements d'ici une dizaine d'années.

**Les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ne sont pas en reste.** Ainsi, on peut noter les Cités des Cinquantenaires à Douala et Yaoundé, qui sont en cours de construction, en vue de la production en phase pilote, de 500 logements de standing à Yaoundé et Douala, ainsi que les projets de construction de neuf (09) Cités municipales dans le cadre de la convention FEICOM/CFC. De

même, le projet MIPROMALO de construction de 120 logements sociaux en briques de terre est en voie de démarrage à Yaoundé/Olembé.

## Au plan financier,

Une importante étude relative à la mise en place d'un fonds spécial de financement de l'habitat social, corrélé à un marché hypothécaire secondaire est en cours, et viendra en renfort au Crédit Foncier du Cameroun, mais sans lui faire ombre, en permettant d'augmenter substantiellement l'enveloppe des financements alloués au sous-secteur de l'habitat social, d'une part, et d'apporter des solutions durables à l'épineuse question du cautionnement et des garanties des financements mobilisés par des bailleurs nationaux ou internationaux, d'autre part.

S'agissant du **budget d'investissement du MINH DU**, des efforts ont été entrepris pour augmenter la cote part allouée à l'habitat. Toutefois, l'enveloppe globale de mon départ

tement ministériel, en baisse perpétuelle, reste en deçà des attentes et des nombreux défis à relever. Enfin, il y a lieu de regretter le fait que **l'expérience fort prometteuse de syndicats de banques locales**, dont l'apport financier non négligeable de plus de 04 milliards FCFA a permis le lancement du Projet COFFOR susmentionné, n'a pas prospéré au MINFI pour des raisons de soutenabilité de la dette intérieure et de contraintes diverses imposées par le FMI.

**S'agissant des recommandations relatives au secteur privé**, on peut relever comme avancées significatives, les négociations déjà concrétisées ou en cours conclusion de plusieurs projets de construction de logements en mode **Partenariat-Public-Privé (PPP)** avec diverses firmes internationales. Par ailleurs, le Gouvernement s'est lancé résolument dans la voie de l'industrialisation de la production des matériaux de construction, avec la construction en cours à Mbankomo d'une base industrielle dédiée à cet effet, sur plus une superficie de près de 20 ha. Dans ce même ordre d'idées, une convention de partenariat est en cours de signature avec CIMENCAM pour parvenir à la mise en place de centrales d'achat pilotes contenant tous types matériaux de construction à des prix préférentiels. De même, **un guide d'appui à l'auto-construction est en cours d'élaboration**, tandis qu'une convention signée avec un opérateur privé est en voie d'opérationnalisation, pour appuyer les populations à se constituer en coopératives d'habitat, notamment celles du secteur formel et plus tard celles du secteur informel.

## Contraintes, enjeux et défis à relever

**M**algré les résultats encourageants sus évoqués, la production massive des logements continue à faire face à plusieurs contraintes, dont les plus saillantes sont:

**Au plan réglementaire**, la persistance des lourdeurs et des incohérences liées aux procédures foncières, nécessitant de ce fait l'aboutissement de la réforme foncière;

**Au plan institutionnel**, les plans de développement et de restructuration du **tryptique institutionnel SIC. MAETUR et CFC** tardent à porter des

fruits, en raison de leurs implémentations partielles ou insuffisantes. Il y a lieu également d'accélérer la mise en place du **Conseil National de l'Habitat et du développement urbain**, dont un projet de décret est transmis dans les Services du Premier Ministre depuis quelques années, et qui assurerait la cohérence et la cohésion des actions de la pléthore d'intervenants du sous-secteur.

**Au plan social**, force est de reconnaître que les Programmes et Projets actuels bien que répondant aux besoins pressants de certaines couches de nos

populations, n'atteignent pas encore certaines cibles sensibles, notamment les étudiants, les handicapés, les hommes en tenues, les personnes âgées, les réfugiés ou les personnes déplacées ou victimes de catastrophes, certaines communautés rurales, etc.

**Au plan financier**, il y a lieu de décrier l'inadéquation et l'insuffisance criarde des financements, les lenteurs dans les paiements des décomptes, et les difficultés de mobilisation des financements liées essentiellement à l'absence de mécanismes de garantie et de cautionnement des

prêts ainsi que de bonification des taux d'intérêt, notamment en faveur des banques commerciales nationales, dont l'intérêt pour le sous-secteur de l'habitat va croissant ... Dans cette même veine, **les coûts des matériaux de construction restent très élevés**, en raison notamment d'une fiscalité inadaptée et d'une industrialisation encore embryonnaire. En outre, **le faible pouvoir d'achat des populations** ne permet pas toujours d'atteindre les cibles nécessaires.

**Enfin s'agissant de la formation**, la faiblesse des capacités

opérationnelles et managériales des PME, des promoteurs immobiliers privés nationaux, le faible recours aux professionnels qualifiés, constitue un frein à la production, au même titre que l'insuffisance qualitative et quantitative des techniciens qualifiés dans le sous-secteur de l'habitat (carreleurs, ferrailleurs, étanchéistes, charpentiers, etc).

Les enjeux dans le secteur de l'habitat sont donc cuisants au regard du déficit à combler, qui était **d'un million de logements en 2011, avec une progression d'au moins 100.000 unités par**



an, soit au moins 1,5 millions de logements à ce jour, dans un contexte marqué par la persistance de la pauvreté.

Fort de ce qui précède, les défis majeurs auxquels doit répondre le Cameroun dans les prochaines années, tels que précisés dans le Document de Stratégie pour la

Croissance et l'Emploi (DSCE), sont de proposer des logements décentes et accessibles à toutes les couches de la population, notamment les plus démunis; et de soutenir le secteur privé pour créer des richesses et réduire la pauvreté.

Le défi sera également d'arrimer

le Cameroun aux résolutions du **dernier Sommet Mondial Habitat III, tenu à Quito en Equateur, en octobre 2016**, au terme duquel il a été préconisé à l'ensemble des Pays du Système des Nations Unies, **de hisser la question du logement au rang de priorités telles que la santé,**

**l'éducation ou la sécurité, et de mettre en œuvre des programmes d'habitat cc inclusifs et durables** » adressés à toutes les couches de la population, aussi bien en milieu urbain que rural.

Or pour véritablement booster et

pérenniser la production de logements de tous standings, il y a lieu d'adopter un nouveau paradigme, mieux, en paraphrasant le Chef de l'Etat, dans son discours à la jeunesse du 11 février dernier, «d'adopter une stratégie ambitieuse de production massive de logements sociaux»,

## Ce qui reste à faire...

Face aux défis et enjeux sus évoqués il serait judicieux que certains actes forts soient posés. Il s'agit entre-autre :

### Au plan juridique et institutionnel

- L'accélération de la réforme foncière et domaniale à travers notamment la simplification et l'accélération des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique et l'octroi des terres aux promoteurs immobiliers publics et privés ;
- L'appui institutionnel pour l'aboutissement heureux des réflexions engagées au MINHDU, et relatives à: l'élaboration d'un Code de l'habitat et de la construction; l'élaboration d'une Loi sur l'habitat social ; les formulations des politiques urbaine, de l'habitat et d'une stratégie pour l'habitat social;
- La mise en place d'un Conseil

National de l'Habitat et du développement urbain ;

- L'accélération de la restructuration du tryptique SIC, MAETUR et CFC, et dans une moindre mesure la MIPROMALO, et la mise en œuvre effective de leurs contrats plans ;

### Au plan financier et fiscal

- l'appui institutionnel pour la mise en place d'un fonds spécial dédié à l'habitat social, corrélé la mise en place d'un marché hypothécaire secondaire ;
- La mobilisation des financements complémentaires nécessaires à la poursuite et à l'achèvement des divers Programmes et Projets ;
- L'augmentation des enveloppes budgétaires allouées au MINHDU ainsi qu'à d'autres acteurs clés du sous-secteur à l'instar du MINDCAF, relativement à la constitution des assiettes foncières ;
- La mobilisation effective des fi-

nancements prévus dans les Budgets d'Investissements Publics annuels' du MINHDU, à travers l'approvisionnement des comptes dédiés aux divers programmes et projets, et la célérité dans le paiement des décomptes ;

- L'appui à la duplication de l'expérience de syndication des banques commerciales locales pour le financement des programmes et projets d'habitat ;

- L'appui à l'augmentation de la dotation budgétaire mobilisée par le CFC dans le cadre de du Programme de construction des cités municipales, en liaison avec le FEICOM ;

- La mise en place d'une fiscalité spécifique et adéquate pour la production industrielle des matériaux de construction et la création des

centrales d'achat;

### Au plan opérationnel et du renforcement des capacités des

### acteurs

- L'appui à la finalisation de la phase pilote du Programme Gouvernemental en cours, à travers des Partenariats Publics Privés ;

- L'appui à la mobilisation des Collectivités Territoriales Décentralisées, pour booster les programmes de construction des cités municipales ;

- La mobilisation effective des Concessionnaires des réseaux dans les sites de des divers programmes et projets, et la mise à disposition des moyens financiers nécessaires pour leur intervention ;

- L'appui à l'auto-construction à travers l'intensification du volet 50.000 parcelles constructibles mis en œuvre par le MINDCAF, et la mise en place de centrales d'achat au profit des auto-constructeurs et auto-promoteurs préalablement organisés et agréés ;

- L'appui à l'organisation et au

renforcement des capacités opérationnelles et managériales des acteurs privés de la promotion immobilière, y compris les coopératives d'habitat, les artisans et autres professionnels du sous-secteur;

- L'appui à la valorisation et à l'industrialisation de la production de matériaux de construction y compris ceux produits localement (briques de terre, matériaux en bois, etc). Sur ce dernier point, il serait judicieux de recentrer la MIPROMALO dans sa mission première de recherche et de promotion des matériaux locaux de construction, avec à la clé la création et la vulgarisation des unités de production au niveau local ;

- L'appui à la mise en œuvre d'une véritable stratégie pour l'habitat périurbain ou rural durable, visant essentiellement l'aménagement et l'équipement d'éco-quartiers intégrés en zone rurale ou périurbaine.

## certitudes Le Grand Nord aura ses logements

### Les travaux du Volet Habitat du Planut avancent normalement à Ngaoundéré, Garoua et Maroua

Contrairement à quelques allégations de certains politiciens en quête de popularité qui faisaient de état de ce que, la partie septentrionale du Cameroun est abandonnée dans la politique habitat du gouvernement, le ministre Jean-Claude Mbwentchou, en allant régulièrement visiter les chantiers engagés par les pouvoirs publics dans le septentrion comme ce fut le cas en juin 2017 et en mai 2018, apporte un cinglant démenti à ces contempteurs du régime Biya qui voient tout

en noir même quand les signaux sont au vert. Dans l'Adamaoua, ils sont 100 logements qui relèvent du volet habitat du Planut décidé par le Chef de l'Etat et qui feront le bonheur de plusieurs personnes dans cette région château d'eau du Cameroun. Cinq milliards de Fcfa c'est le coût de cette citée qui devrait être livrée les semaines à venir.

### Les cas de Garoua et Maroua

A Garoua et Maroua, les niveaux d'avancement des travaux de construction des logements sociaux (à raison de 100 pour chacune de ces deux villes) et des équipements socio-collec-

tifs, suivent leur cours normal même si certaines pesanteurs non imputables aux pouvoirs publics, viennent plomber les efforts du gouvernement. Toutefois, ces niveaux d'avancement ont été notés par le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean Claude Mbwentchou. A Garoua, le Ministre Mbwentchou a qualifié le niveau d'exécution des travaux de «très bon». Tout en précisant que cette mention n'est pas fréquemment attribuée, il n'a pas manqué d'inviter l'entreprise en charge des travaux à continuer dans la même lancée. La deuxième articulation du programme était l'ouverture dans l'arrondis-

sement de Garoua 1er, de l'atelier de lancement de l'étude en vue de la restructuration/ rénovation des quartiers sous-structurés de cette ville. Un projet dont l'exécution est assurée par la Maetur à travers une convention qu'elle a signée avec le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, et qui permettra de viabiliser et de réaménager une douzaine de quartiers.

A Maroua, sur le site situé à 2 km de la ville, le long de l'axe menant à Mora, les deux membres du Gouvernement ont noté aussi que les travaux de construction de quelques bâtiments se situent à un niveau appréciable. Ici, les

travaux sont exécutées même s'il faut reconnaître qu'ils ont connu quelques retards à cause des problèmes climatiques et de la nature du sol fait d'argile qu'il fallait purger avant de procéder à son remplacement par du sable. Face à la carence des ressources humaines qui a été évoquée par l'entrepreneur, le Ministre délégué auprès du Minepat, Yaouba Abdoulaye (présent dans la délégation et élite de la région), le Gouverneur, le Délégué du Gouvernement et les autres autorités ont promis de les mobiliser. Surtout en cette période des vacances scolaires.



Amélioration des conditions d'assainissement pluvial, d'hygiène et de santé des populations de Yaoundé et ses environs

# 600 milliards de FCFA mobilisés

Dorcas Joyce Egoa

L'Hôtel de ville de Yaoundé a servi de cadre le mercredi 14 novembre 2018 à la cérémonie de signature du deuxième contrat ville de Yaoundé et de sa Convention d'Application relative à la mise en œuvre de la deuxième phase du Projet d'Assainissement de Yaoundé (PADY 2) entre l'Etat du Cameroun, représenté par le Minhdu, la Communauté Urbaine et les sept Communes d'Arrondissement de Yaoundé. Ce projet qui à terme devrait permettre la résolution des problèmes liés aux inondations et risques sanitaires fréquents autour des affluents du bassin versant du Mfoundi, de la Mefou et du Foulou, bénéficiera à environ 1,8 million de personnes, soit approximativement 75 % de la population de la ville de Yaoundé, dont 49 % de femmes

Cela n'est un secret pour personne. Le Cameroun qui aspire à son émergence à l'horizon 2035, est résolument engagé dans un septennat de grandes opportunités tel que l'a annoncé le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya lors de son discours d'investiture le 06 novembre 2018. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement camerounais mise sur l'Homme avec grand H. Le deuxième contrat de ville de Yaoundé (PADY2), pour la période 2018-2024 qui obéit à cette volonté du gouvernement, a été officiellement lancé avec la signature le 14 novembre 2018 des documents y afférents. Les différentes parties que sont l'Etat, la communauté urbaine et les sept communes d'arrondissement de Yaoundé ont également signé sa convention d'application qui est relative à la mise en œuvre de la deuxième phase du Projet d'Assainissement de Yaoundé (PADY2). Dans son allocution de circonstance, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Jean-Claude Mbwentchou, s'est voulu clair. L'élaboration de ce contrat a précisé en précisant que l'élaboration de ce projet, a tenu compte des engagements pris par l'Etat, le 24 juin 2014 à l'occasion de la signature de la convention de crédit qui lie le Cameroun à l'Agence française de développement (AFD). Cette élaboration s'appuie sur l'article 11-15 dans son alinéa 2a qui prévoit, un contrat de ville signé entre le Minhdu, la Communauté urbaine de Yaoundé précisant les ressources affectés à l'entretien des drains et à la gestion des déchets solides, pour assurer l'entretien des futurs drains réalisés dans le cadre du PADY2. Ce second PADY2 comporte ainsi, un cahier de charge bien défini. Il s'agit de l'amélioration de la cohérence de la coordination des interventions du Minhdu et des communes de Yaoundé suivant le document de planification urbain, le renforcement des capacités des maîtrises d'ouvrage, la programmation conjointe de la réalisation des travaux, le renforcement du mécanisme de programmation et financement de l'entretien des infrastructures. Il comprend en outre, un programme cadre d'investissement qui englobe l'ensemble des activités liées aux travaux d'infrastructures assorties des financements nécessaires, un programme cadre d'entretien des ouvrages qui décrit la nature des activités visant la pérennité des ouvrages ainsi que les financements y afférents entre autres. Le PADY 2 signé hier accuse certes un retard dans son exécution, mais ambitionne toutefois de rétablir les conditions minimales de son développement. Il va s'appuyer

sur deux éléments de la stratégie du gouvernement contenue dans le DSCE qui sont l'amélioration des conditions de vie des populations et le renforcement du rôle économique de la ville par un programme d'urgence de réhabilitation des infrastructures de la ville. Ainsi sept objectifs stratégiques ont été fixés à ce PADY2, notamment renforcer les infrastructures structurantes, améliorer la mobilité urbaine, collecter et traiter les déchets solides et liquides, étendre les services urbains de base dans les quartiers, préparer la croissance urbaine, préserver et valoriser les paysages urbains et périurbains, promouvoir, accompagner le développement social. Le PADY2 doit être exécuté à travers les conventions d'application qui formalisent et précisent suivant les sources de financement, les engagements des parties et les modalités techniques et financiers des programmes qui y sont contenus. C'est donc le cadre général qui régleme les interventions des acteurs au développement de



la ville. outre l'un des adjoints au délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Yaoundé représentant le délégué empêché, le Maire de Yaoundé 1<sup>er</sup>, Emile Andzé Andzé, le Maire de Yaoundé 4<sup>ème</sup>, Mme Régine Amougou Noma, le Maire de Yaoundé

6<sup>ème</sup>, Yoki Onana et le Maire de Yaoundé 7<sup>ème</sup>, Tamba Augustin, ont aussi paraphé ces importants documents. Au terme de la signature des conventions, la délégation conduite par le ministre de l'Habitat et du développement urbain a visité les différents chan-

tiers inscrits dans le cadre de ce contrat. Un tour de ville qui a permis de constater que Yaoundé, capitale politique du Cameroun affiche un visage plus reluisant et peut se vanter de son environnement où il fait désormais bon vivre...

